

L'U.N.E.F. devant les problèmes de «reconversion»



500 places, 23.000 « sorbonnards ».

(Agip)

PAR sa lutte pour la paix en Algérie, puis contre l'O.A.S., l'U.N.E.F. a pris place à côté des grandes centrales syndicales ouvrières.

Cette lutte venant à son terme, une reconversion s'est déjà amorcée : le mois dernier, l'U.N.E.F. a lancé une campagne revendicative sur les thèmes devenus traditionnels : chambres, locaux, restaurants universitaires, allocution d'étude.

Prenons un exemple précis : celui de la Fédération des Groupements d'Etudes de Lettres (Sorbonne). Le jeudi 22 mars, tous les étudiants en Lettres devaient affluer en Sorbonne pour bien montrer que les « amphis » et l'unique bibliothèque (500 places pour 23.000 sorbonnards) ne suffisaient plus aux

besoins des étudiants. L'échec de cette « grève du zèle » fut évité de peu : Les étudiants préparant la licence n'avaient pratiquement pas été mobilisés et les propédeutes (première année après le bac) avaient leur cours général dans le « grand amphi » de la Sorbonne, un délégué de l'U.N.E.F. prit la parole pour expliquer la nécessité que tous aillent à la bibliothèque (présence de la Télé et des journalistes). C'est ainsi que près des trois quarts des propédeutes « séchèrent » le cours pour s'entasser dans la bibliothèque et faire une queue spectaculaire d'une centaine de mètres.

De cet exemple, on peut tirer deux conclusions : la première est rassurante : l'influence du syndicat s'exerce sur la quasi-totalité des étudiants. La seconde l'est

beaucoup moins : les cadres de l'U.N.E.F. se sont usés dans l'action antifasciste et ne « tiennent » plus pour l'action revendicative : les groupes de licence étaient absents.

A partir de ce demi-succès, un programme de lutte précis et cohérent paraît nécessaire pour bien aborder l'année universitaire 1962-1963. De la campagne revendicative de mars 1962 et des différentes discussions qui ont eu lieu dans les Associations générales d'étudiants depuis lors, deux tendances semblent se dessiner à l'intérieur de la « mino » qui détient la majorité de l'U.N.E.F. depuis 1956.

Il y a d'une part ceux qui — avec les A.G. parisiennes, celles de Grenoble et de Lyon — pensent que l'U.N.E.F. n'a tenu en face de ses adversaires de droite qu'en vertu d'une certaine dynamique du mouvement et qui voudraient que sa politique demeure toujours celle d'une avant-garde. Sans négliger les problèmes étudiants, les partisans de cette tendance mettent l'accent sur la nécessité de définir une opposition systématique au régime et de renforcer la collaboration de l'U.N.E.F. et du syndicalisme ouvrier.

Il y a d'autre part ceux qui — avec le bureau sortant et la majorité des A.G. de province — estiment que le plus urgent est de structurer le mouvement étudiant de manière à ne pas laisser se creuser une dangereuse coupure entre la direction de l'U.N.E.F. et la masse des jeunes. Ceux-là songent non seulement à la gestion des centres de photocopie, des « restos U », des cités, des œuvres universitaires, des coopératives d'achat, des H.L.M. étudiants, etc., mais aussi et surtout à la lutte pour la

démocratisation de l'enseignement, lutte qui doit conduire à revendiquer, à plus long terme, avec les syndicats ouvriers et paysans le pouvoir économique.

•
Ces positions sont-elles absolument et irrémédiablement contradictoires ? Cela n'est pas certain. Comme l'a souligné M. Marcovivi, président de l'A.G.E. de Reims, « entre ceux qui assignent au syndicalisme étudiant la tâche de réduire de manière purement mathématique les besoins matériels des étudiants et ceux qui veulent en faire une arme au service d'un certain idéal, il n'y a pas à faire un choix mais à réaliser une synthèse ».

La vérité est que l'affrontement des tendances n'aurait pas été aussi net si la guerre d'Algérie ne touchait pas à sa fin et si la minorité n'avait pas été aussi réduite en nombre. Mais il ne faut pas oublier que cette faiblesse numérique de la minorité s'explique en partie par la scission de la F.N.E.F. La gauche étudiante a un grand rôle à jouer mais elle doit aussi faire face à des risques redoutables. Et les problèmes de « reconversion » qu'elle a à résoudre sont, après tout, les mêmes que ceux que notre Parti entend maintenant affronter.

Tristan Mirand.